

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1922.

PROPOSITION DE LOI

modifiant et complétant les articles 15, 19 et 50 de la loi sur la réparation des dommages de guerre.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Un arrêté-loi du 23 octobre 1918 a reconnu le droit pour les sinistrés à la réparation de leurs dommages, par une disposition ainsi conçue :

« Le droit de la réparation, par la Nation, des dommages résultant de faits de guerre, en Belgique, est reconnu aux Belges. »

La loi du 10 mai 1919 a confirmé ce droit en assurant par une prime de remploi, la reconstitution du bien détruit. L'article 13 de cette loi, précise ce droit en ces termes :

« En cas de remploi agréé ou imposé par le tribunal, le bénéficiaire, outre l'indemnité prévue par l'article 13, recevra une indemnité complémentaire égale à la différence entre la valeur du bien à l'état neuf au 1^{er} août 1914 et le coût de la réparation ou de la construction. »

Un arrêté royal du 1^{er} septembre 1920, pris en exécution de la loi du 20 avril 1920, même année, a limité par des coefficients, la possibilité de reconstruire le bien détruit.

Cet arrêté a été critiqué dans les milieux intéressés et néanmoins, la loi du 6 septembre 1921 en a repris les anomalies dans son texte et l'on voit ainsi à l'article 19 cette chose bizarre :

« L'indemnité totale — réparation et remploi — pour les objets indiqués aux numéros 3^o et 4^o ci-dessus (c'est-à-dire aux meubles servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice des professions; aux meubles meublants, linge, effets personnels à l'exclusion de tous objets d'art et de luxe) sera égale à trois fois la valeur au 1^{er} août 1914. Elle sera de quatre fois cette valeur en cas de perte totale d'un mobilier de moins de 2,500 francs et de cinq fois cette valeur en cas de perte totale d'un mobilier de moins de 4,000 francs. »

Il saute aux yeux qu'un dommage de 950 francs valeur 1914 bénéficiera d'une indemnité pouvant aller 4,750 francs tandis que, si ce dommage s'élève à 1,050 francs il ne pourra être indemnisé par plus de 4,200 francs. L'arbitraire de ces évaluations se révèle avec plus d'intensité encore lorsqu'il s'agit d'établir l'indemnité à la troisième étape de l'échelle. C'est ainsi qu'un dommage de 2,400 francs valeur 1914, est constitutif d'une indemnité pouvant s'élever à 9,600 francs, alors qu'un même dommage de 2,600 francs n'est susceptible que d'une indemnité maximum de 7,800 francs. Il s'ensuit qu'un dommage valeur 1914 de 3,200 francs ne pourra bénéficier que de l'indemnité afférente à un dommage, valeur 1914, de 2,400 francs.

En outre, la loi du 6 septembre 1921 a réduit le bénéfice de celle de 1919 en affectant des mêmes coefficients la charge de vétusté pour la restauration des mobiliers.

Il en résulte qu'un sinistré qui, avant la guerre, possédait un mobilier d'une valeur estimée à l'état neuf	fr.	3,000 »
et sur lequel on déduira une vétusté de 15 p. c., soit		450 »
aurait droit à une indemnité de réparation de.		2,550 »
plus une prime de remploi de.		5,100 »
Soit un total.	fr.	7,650 »

Alors qu'on peut affirmer que la reconstitution de son mobilier nécessite une dépense se rapprochant de 12,000 francs.

Une autre injustice dont se plaignent à juste titre les sinistrés découle de l'article 50 de la loi du 6 septembre 1921 qui n'accorde plus les intérêts sur le remploi qu'à partir du jour où ce remploi a été effectué.

L'idée d'accorder à tout le monde l'intérêt à partir du 1^{er} janvier 1920 partait d'un sentiment de justice, car elle posait en fait que si l'Etat ne pouvait régler tout le monde en même temps, on ne pouvait en faire supporter les conséquences par les sinistrés qui ne peuvent être rendus responsables de la lenteur apportée par les organismes administratifs et judiciaires à solutionner les demandes qu'ils ont introduites.

En rapportant cette mesure, l'Etat a violé ses engagements et ce n'est pas à tort que les sinistrés s'en plaignent.

On assiste donc à cette conséquence injuste : celui qui peut rétablir ses immeubles par ses propres moyens jouit des revenus de ses immeubles en même temps qu'il reçoit l'intérêt des fonds avancés. Par contre, le malheureux livré à lui-même ne reçoit rien des revenus de la chose détruite et perd l'intérêt des indemnités de remploi qui lui sont dues par l'Etat.

Nous pourrions notamment citer le cas d'un propriétaire qui a rétabli quatre maisons pour lesquelles il a dépensé 61,000 francs. Il loue chacune de ses maisons 75 francs par mois soit pour l'ensemble un revenu annuel de 3,600 francs et il recevra en outre de l'Etat, un intérêt de 5 p. c. depuis le 1^{er} janvier 1920 soit donc 3,050 francs par an. Ce cas s'applique du reste à tous ceux qui ont rétabli leurs immeubles.

PROPOSITION DE LOI

modifiant et complétant les articles 15, 19 et 50 de la loi sur la réparation des Dommages de Guerre.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur la réparation des Dommages de guerre.

ART. 15, § 2. — « Lorsqu'il s'agit d'immeuble par nature ainsi que des meubles meublants, linges, effets personnels, la charge de vésusté sera égale à la différence entre la valeur réelle au 1^{er} août 1914 et la valeur neuve ou de reconstruction à cette même date.

» La charge de vésusté ne pourra affecter dans aucun cas, l'indemnité complémentaire de emploi.

ART. 19, §§ 6 et 7. — « En cas de perte totale, les coefficients servant à déterminer l'indemnité totale — réparation et emploi — pour les dommages mobiliers soumis à l'obligation du emploi, et repris aux 3^o et 4^o ci-dessus, seront appliqués en tenant pour bases, des tranches successives et qualifiées du dommage et le nombre des membres composant le ménage à la date du sinistre. »

Cette application se fera de la manière suivante :

A) Dans un même dommage,

WETSVOORSTEL

tot wijziging en aanvulling van de artikelen 15, 19 en 50 der wet op het herstel der Oorlogsschade.

EENIG ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op het herstel der oorlogsschade :

ART. 15, § 2. — « Geldt het goederen, die uit hun aard onroerend zijn, ofwel stoffeërend huisraad, linnen, persoonlijke kleederen, dan is de last wegens verval gelijk aan het verschil tusschen de werkelijke waarde op 1 Augustus 1914 en de kosten van het nieuwe voorwerp of van het herstellen daarvan op dienzelfden datum.

» De last wegens verval kan in geen geval invloed oefenen op de aanvullende vergoeding tot wederbelegging. »

ART. 19, §§ 6 en 7. — « In geval van geheel verlies worden de coëfficiënten tot bepaling van de geheele vergoeding — herstel en wederbelegging — voor de schade aan roerende goederen, die aan wederbelegging onderworpen en bij bovenstaande n^{rs} 3^o en 4^o vermeld zijn, toegepast op grondslag van de achtereenvolgende en omschreven reeksen der schade en van het getal leden die het gezin uitmaakten op den datum der schade.

« Deze toepassing geschiedt als volgt :

« A. Voor eene en dezelfde schade,

trois tranches successives avec affectation de coefficient différentiels, savoir :

1^{re} tranche mobile de 1,000 frs, coefficient multiplicateur 5;

2^e tranche fixe de 2,500 francs, coefficient multiplicateur 4;

3^e tranche du surplus, coefficient multiplicateur 3.

B) La première tranche de 1,000 francs sera augmentée d'une somme de 250 francs, par personne composant le ménage;

La deuxième tranche fixe de 2,500 francs sera consécutive à la première tranche obtenue;

La troisième tranche représentera le solde du dommage.

Si un emploi préventif a été effectué, il sera indemnisé par l'équivalent de la somme réellement dépensée, sans toutefois que cette somme puisse excéder l'indemnité qui reviendrait au sinistré par application des coefficients repris aux paragraphes A et B.

ART. 50, 1^{er} et 2^e §. — « Les indemnités de réparation sont productives d'un intérêt de 5 p.c. l'an à partir du 1^{er} janvier 1920 ou de la date du dommage si celui-ci est postérieur à cette date, de même que les indemnités complémentaires de remploi pour dommages aux immeubles servant d'habitation.

» Les indemnités complémentaires de remploi, dans les autres cas, produiront le même intérêt, à partir de la date fixée, par les décisions des cours et tribunaux des

drie achtereenvolgende reeksen met toekenning van differentieele coëfficiënten, namelijk :

1^o Veranderlijke reeks van 1,000 frank, coëfficiënt-vermenigvuldiger 5;

2^o Vaste reeks van 2,500 frank, coëfficiënt-vermenigvuldiger 4;

3^o Reeks voor het overige, coëfficiënt-vermenigvuldiger 3.

« B. De eerste reeks van 1,000 frank wordt verhoogd met eenesom van 250 frank voor elk lid van het gezin.

« De vaste tweede reeks van 2,500 frank volgt op de eerste bekomen reeks.

« De derde reeks is de vergoeding van het overige der schade.

« Indien eene wederbelegging vroeger is geschied, wordt zij vergoed door een bedrag dat gelijkstaat met de werkelijk uitgegeven som, doch zonder dat deze som de vergoeding mag overschrijden, welke de geteisterde bekomen zou door toepassing van de coëfficiënten vermeld in de paragrafen A en B. »

ART. 50, §§ 1 en 2. — « De vergoedingen tot herstel, alsmede de aanvullende vergoedingen tot wederbelegging voor schade aan gebouwen die tot woning dienen, brengen een interest op van 5 t. h. 's jaars vanaf 1 Januari 1920 of vanaf den datum der schade, indien deze na dien datum werd ondergaan.

» In de andere gevallen brengen de aanvullende vergoedingen tot wederbelegging denzelfden interest op vanaf den datum, door de beslissingen der hoven en rechtbanken

dommages de guerre pour la déli-
vrance des titres. »

voor oorlogsschade vastgesteld tot
aflevering der titels. »

C. MOURY.

A. DIERKENS.

Edg. MISSIAEN.

JOS. BOLOGNE.

Eugène SOUDAN.

A. DELATTRE.



Qu'advientra-t-il par contre des petits sinistrés ? Ils resteront dans le dénuement le plus complet jusqu'au moment où il plaira à l'État de leur faire les avances nécessaires pour se rétablir et cela sans intérêts.

Pour ces raisons, nous vous proposons, Messieurs, de modifier la loi dans un sens équitable et juste pour tous les sinistrés, et nous espérons que le Parlement ne manquera pas de se ranger à notre manière de voir en adoptant notre proposition.

C. MOURY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1922.

WETSVOORSTEL

tot wijziging en aanvulling van de artikelen 15 en 50 der wet op het herstel der oorlogsschade.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Door een besluit-wet van 23 October 1918 werd aan de geteisterden het recht op herstel der oorlogsschade verleend bij volgende bepaling : « Het recht op herstelling, door de Natie, van de schade voortspruitend uit den oorlog, in België, wordt voor de Belgen herkend. »

De wet van 10 Mei 1919 heeft dit recht bekrachtigd door de herstelling van het vernielde goed te verzekeren door middel van eene premie tot wederbelegging. In artikel 13 dezer wet wordt dit recht volgenderwijs bepaald :

« Wordt de wederbelegging door de rechtbank aangenomen of opgelegd, dan ontvangt de rechthebbende, benevens de vergoeding voorzien bij artikel 13, eene aanvullende vergoeding gelijk aan het verschil tusschen de waarde van het goed in nieuwen staat op 1 Augustus 1914 en de kosten van herstelling of heroprichting ».

Een Koninklijk besluit van 1 September 1920, ter uitvoering der wet van 20 April van hetzelfde jaar, heeft de mogelijkheid van herstelling van het vernielde door middel van coëfficiënten beperkt.

De belanghebbende personen hebben daartegen klachten aangevoerd, en niettemin heeft de wet van 6 September 1921 de onregelmatigheden er van overgenomen, in zoverre dat artikel 19 deze zonderlinge bepaling bevat :

« De totale vergoeding — herstel en wederbelegging — voor de zaken vermeld in bovenstaande n^os 3^o en 4^o (dat is, voor de meubelen gebruikt tot het in bedrijf nemen van handelszaken of tot het uitoefenen van beroepen; voor het stoffeerd huisraad, het linnen, de persoonlijke klederen, met uitsluiting van alle kunst- of weeldevoorwerpen) bedraagt driemaal de waarde op 1 Augustus 1914. Zij bedraagt viermaal deze waarde in geval van geheel verlies van een mobiliair van minder dan 2,500 frank, en vijfmaal die waarde in geval van geheel verlies van een mobiliair van minder dan duizend frank. »

Het is dus klaar dat een verlies van 950 frank, waarde 1914, eene vergoeding bekomt welke 4,750 frank kan bedragen, terwijl eene schade, onder dezelfde omstandigheden, van 1,050 frank niet meer dan 4,200 frank kan krijgen. De willekeur in deze schattingen springt nog sterker in 't oog, wanneer het eene vergoeding geldt voor de derde reeks. Aldus kan een verlies van 2,400 frank, waarde 1914, worden vergoed door eene som welke tot 9,600 frank kan klimmen, terwijl men voor een verlies, onder dezelfde omstandigheden, van 2,600 frank niet meer dan 7,800 frank bekomen kan. Daaruit volgt dat men voor een verlies van 3,200 frank, waarde 1914, niet meer vergoeding trekken kan dan voor een verlies, waarde 1914, van 2,400 frank.

Daarenboven heeft de wet van 6 September 1921 het voordeel der wet van 1919 verminderd door den last wegens verval met dezelfde coëfficiënten toe te bedeele voor het herstel van het mobiliair.

Daaruit volgt, dat een geteisterde die vóór den oorlog een mobiliair bezat, geschat in nieuwen staat op	fr.	3,000
en waarvan wegens verval wordt afgetrokken 15 t. h. hetzij	fr.	450
recht zou hebben op eene vergoeding tot herstel van	fr.	2,550
met daarenboven een premie tot wederbelegging van		3,100
Te zamen.	fr.	7,650

terwijl men nochtans gerust mag zeggen, dat het herstel van zijn mobiliair schier 12,000 frank zal eischen.

Eene andere onrechtvaardigheid, waarover de geteisterden terecht klagen, spruit voort uit artikel 50 der wet van 6 September 1921, waardoor de interesten op de wederbelegging niet meer worden toegekend dan vanaf den dag waarop de wederbelegging werd uitgevoerd.

De gedachte, aan iedereen den interest te verleen en te rekenen van den 1^{re} Januari 1920, ging uit van een rechtvaardigheidsgevoel hetwelk als regel stelde dat, zoo de Staat niet al de rekeningen tegelijkertijd vereffenen kon, de geteisterden daarvan de nadeelige gevolgen niet moesten dragen, vermits zij niet konden verantwoordelijk gesteld worden voor de traagheid der bestuurs- en rechterlijke instellingen in het oplossen der ingediende aanvragen.

Door dezen nieuwen maatregel heeft de Staat zijne verbintenissen gebroken en niet ten onrechte klagen de geteisterden daarover.

Men staat dus tegenover dit onrechtvaardig gevolg : Wie zijne goederen door eigene middelen kan herstellen, geniet de opbrengst zijner goederen terzelfdertijd als den interest van zijn voorgeschoten geld. Daarentegen heeft de ongelukkige, die aan zich zelf is overgeleverd, geene inkomsten van zijn vernield goed en verliest den interest der vergoedingen tot wederbelegging, welke de Staat hem verschuldigd is.

Wij zouden namelijk het geval kunnen aanhalen van een eigenaar die tot den heropbouw van vier huizen 61,000 frank heeft uitgegeven. Elk dezer huizen verhuurt hij tegen 75 frank per maand, dat is te zamen een jaar-

lijksch inkomen van 3,600 frank ; daarenboven zal hij van den Staat 5 t. h. interest ontvangen te rekenen van 1 Januari 1920, dat is 3.050 frank 's jaars. Dit geval geldt overigens voor alwie zijn goed heeft hersteld.

En wat wordt intusschen van de geteisterden die geringe lieden zijn ? Zij zullen in volslagen gebrek blijven verkeeren tot wanneer het den Staat believen zal, hun de vereischte voorschotten te doen voor het herstel, en nog wel zonder interest.

Om deze redenen stellen wij u voor, Mijne Heeren, de wet te wijzigen in den zin der billijkheid en der rechtvaardigheid voor al de geteisterden, en wij hopen dat het Parlement tot onze zienswijze toetreden zal door ons voorstel goed te keuren.

MOURY.